

COMITE "CONTRE L'INITIATIVE ANTI-ETRANGERS"

Administration du comité
"contre l'initiative anti-étrangers"
Case postale 5835
3001 Berne

Tél. 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

Conférence de presse:

jeudi 3 août 2000

Participant-e-s:

CE Vreni Spoerry (PRD/ZH)

CN Vreni Hubmann (PS/ZH)

CN Jean-Michel Cina (PDC/VS)

Paul Felber
Chef de presse du
PDC suisse

COMITE "CONTRE L'INITIATIVE ANTI-ETRANGERS"

**Administration du comité
"contre l'initiative anti-étrangers"**

**Case postale 5835
3001 Berne**

*** * ***

Tél. 031 / 352 23 64

Fax 031 / 352 24 30

Conférence de presse du 3 août 2000

L'initiative dite « des 18 % » crée seulement des problèmes

L'initiative "pour une réglementation de l'immigration" (initiative dite des 18 %) sera soumise en votation populaire le 24 septembre prochain. Un comité composé de représentantes et de représentants de tous les partis gouvernementaux (PDC, PRD, PSS et UDC) ainsi que du PEV, du PLS et des Verts s'est constitué afin de combattre cette "initiative anti-étrangers". Ce comité qui est conduit par le PDC regroupe actuellement 186 parlementaires fédéraux (état au 3 août 2000).

A une conférence de presse qui a eu lieu jeudi, le 3 août 2000, à Berne, la Conseillère aux Etats Vreni Spoerry (PRD/ZH) et la Conseillère nationale Vreni Hubmann (PSS/ZH) ainsi que le Conseiller national Jean-Michel Cina (PDC/VS) ont mis en garde contre les répercussions négatives d'une limitation stricte du nombre de ressortissants étrangers dans notre Pays. En demandant de fixer une limite dans la constitution — 18 % au maximum d'étrangers par rapport à la population suisse —, les initiants demandent une réglementation par trop contraignante, ont souligné les co-président-e-s du comité « contre l'initiative anti-étrangers ». En fait, l'initiative sur laquelle le peuple et les cantons se prononceront en septembre ne résout pas les problèmes actuels en politique des étrangers et, en plus, elle en crée davantage. « L'initiative grève la place économique suisse, confond politique d'asile et politique des étrangers, menace notre tradition humanitaire et, par ailleurs, remet en question des conventions internationales importantes », ont déclaré les trois parlementaires fédéraux à l'unisson. « Les problèmes qui se posent actuellement au niveau de la population étrangère doivent être réglés par le biais de la nouvelle loi sur les étrangers ainsi que par des mesures ciblées à l'endroit des requérants. »

Les co-président-e-s du comité recommandent donc au peuple et aux cantons de rejeter clairement cette initiative « anti-étrangers » le 24 septembre prochain et de mettre un NON convaincu sur leurs bulletins de vote.

Berne, le 3 août 2000

Comité "contre l'initiative anti-étrangers"

Administration comité
"contre l'initiative anti-étrangers"
Case postale 5835
3001 Berne

Tél 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

Un quota arbitraire n'est pas une solution

Jean-Michel Cina, Conseil national, (PDC/VS)

Uniquement par des chiffres et des statistiques on peut rarement donner des explications et des réponses à un phénomène existant. Cette réflexion est encore plus valable pour l'introduction des quotas. Rarement l'introduction de quotas a résolu les problèmes existants. Entendre déjà les expressions «quota pour les étrangers», «porte fermée aux étrangers» me fait frémir.

Il est vrai que dans certains milieux de notre population on trouve – malheureusement - une augmentation de la xénophobie. Le climat régnant au sein de la population quant à la questions des étrangers, et tout particulièrement des requérants d'asile, est souvent tendu. On ne peut ignorer ce fait. Cependant, vouloir plafonner à 18 % le taux de la population étrangère en Suisse - comme le vise l'initiative en question - est une solution inappropriée, arbitraire, qui met en péril notre tradition humanitaire. De plus cette initiative remet en question des conventions internationales importantes, par exemple les accords bilatéraux avec l'Union européenne.

Le fait d'intégrer les requérants d'asile et les réfugiés dans le calcul du taux de la population étrangère en Suisse, et donc de considérer ces personnes comme faisant partie de la population résidante permanente de nationalité étrangère, aurait des conséquences graves, car on ne peut mélanger la politique concernant les étrangers avec la politique sur l'asile. En fait de par le droit international, la Suisse est tenue d'examiner toute demande d'asile. De plus – l'immigration définitive par le biais du domaine de l'asile est à considérer comme faible. Ce n'est donc pas par cette considération que l'initiative pourrait atteindre son but principal. Elle aurait en outre pour conséquence que l'économie se concentrerait – par la force des choses, vu le manque prévisible d'employés étrangers – sur les requérants d'asile pour le recrutement du personnel étranger. Cela amènerait automatiquement une augmentation énorme des demandeurs d'asile. Hors, le but visé concernant les requérants d'asile, les bénéficiaires de l'admission provisoires, les réfugiés de guerre, consiste à favoriser leur retour dans leurs pays. Par contre pour les étrangers établis de longue date en Suisse, l'intégration reste le but prioritaire.

Toutefois nous devons lutter contre une augmentation de la xénophobie dans notre pays. La nouvelle loi sur les étrangers, doublée de mesures ciblées à l'endroit des requérants d'asile, devraient nous apporter les résultats souhaités. N'oublions pas

dans ce contexte, que ce n'est pas le nombre d'étrangers vivant dans notre pays qui détermine à lui seul notre seuil de tolérance. D'autres critères sont effectivement à considérer, tels le degré d'intégration, le taux de la criminalité et le nombre d'abus. Mais l'intégration ne passe pas par un quota, car pour apprendre à vivre ensemble – étrangers et Suisses – il nous faut avant tout être tolérants, aller l'un vers l'autre, instaurer et surtout respecter des règles de vie communes.

Komitee "Nein zur starren 18%-Initiative"

Geschäftsstelle "Nein zur starren 18%-Initiative"
Postfach 5835
3001 Bern

Tel 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

Eine Begrenzung des AusländerInnenanteils auf 18 Prozent ist unsinnig und völlig willkürlich

Von SP-Nationalrätin Vreni Hubmann, Zürich

Die hier vorliegende Initiative „für eine Regelung der Zuwanderung“ ist bereits die siebte Überfremdungsinitiative. Sie ist fremdenfeindlich und wirtschaftlich, gesellschaftlich und sozial gefährlich. Sie muss dringend abgelehnt werden, und zwar aus folgenden Gründen:

Es ist eine falsche politische Massnahme

Es trifft zu, dass wir im Vergleich zu anderen Ländern mit 19,3 Prozent einen hohen Bevölkerungsanteil von Personen ohne Schweizer Pass haben. Grund dafür ist aber nicht eine übermässige Zuwanderung. Es sind unsere äusserst restriktiven Einbürgerungsbestimmungen, die AusländerInnen in der Schweiz über Generationen AusländerInnen bleiben lassen. Wer in der Schweiz eingebürgert werden möchte, muss seit zwölf Jahren hier gewohnt haben. Das Einbürgerungsverfahren ist kompliziert: Es kann ohne weiteres drei bis vier Jahre dauern. Zudem ist es teuer: Wer das Schweizer Bürgerrecht erwerben will, muss dafür einen bis zwei Monatslöhne aufzuwenden. Hätte die Schweiz Einbürgerungsbestimmungen wie unsere europäischen Nachbarländer, betrüge der Ausländeranteil in der Schweiz etwa 8 Prozent, er entspräche damit genau dem europäischen Mittel.

Nichts beweist, dass bei einem ausländischen Bevölkerungsanteil von 20 oder auch 25 Prozent Probleme entstehen, bei einem Anteil von 15 oder 17 % dagegen nicht. Im Kanton Genf leben 37 Prozent AusländerInnen. Es gibt dort aber eindeutig nicht mehr Probleme als im Kanton Appenzell, wo fast nur Einheimische wohnen.

Die Begrenzung auf 18 Prozent bedeutet, dass wir den heutigen Bevölkerungsanteil von 19,3 Prozent AusländerInnen reduzieren müssten. Die Initiative spricht zwar von freiwilliger Auswanderung. Sie verlangt aber auch, dass ein allfälliger Geburtenüberschuss kompensiert wird. Das heisst konkret: Wir müssen die Leute zwingen, freiwillig auszuwandern. Oder die Schweizer Behörden müssten für AusländerInnen ein Gebärverbot erlassen. Absurd ist auch die willkürliche Sonderstellung von Kadern und besonders gebildeten Zuwandern: Führungskräfte und qualifizierte Wissenschaftler gelten nicht als AusländerInnen, Niedergelassene und anerkannte Flüchtlinge hingegen zählen für die Statistik.

nehmen ist. Sie bringt indessen mit der Festsetzung einer Limite der ausländischen Wohnbevölkerung eine unsinnige Regulierung, welche den Bedürfnissen unserer Wirtschaft völlig zuwider läuft ohne einen nachhaltigen Beitrag zur Missbrauchsbekämpfung zu leisten. Wir müssen auf dem Welt-Arbeitsmarkt Spezialisten und Fachkräfte rekrutieren können. Vergessen wir nicht, dass unsere multinationalen Konzerne in ihren Tochtergesellschaften im Ausland, ausländische Mitarbeiter beschäftigen, auf deren Know-how sie eventuell auch am Konzernsitz in unserem Lande angewiesen sein können. Die Initiative unterscheidet nicht, was aufgrund internationalen Rechts zwingend ist, zwischen Flüchtlingen gemäss Genfer Konvention und Zuwanderern aus wirtschaftlichen Motiven. Sie verlangt, dass grundsätzlich keine neuen Aufenthaltsbestimmungen mehr erteilt werden können, wenn der Geburtenüberschuss der ausländischen Wohnbevölkerung grösser ist die freiwilligen Ausreisen. Das ist, mit Verlaub, absurd.

Hier sei noch in Klammer darauf hingewiesen, dass die Genfer Konvention den Flüchtlingstatbestand nur aus kriegführenden Ländern, jedoch nicht aus Bürgerkriegsländern kennt. Dies erklärt u.a. weshalb die Anerkennungsquote von Asylgesuchen so tief ist. Gleichzeitig wird klar, welcher immenser Aufwand getrieben werden muss, um — wie es die Konvention auch verlangt — jeden Einzelfall abzuklären. Angesichts der neuen Formen der Bedrohung durch Bürgerkriege und ethnische Auseinandersetzungen besteht hier Handlungs- und Anpassungsbedarf. Jede vernünftige Migrationspolitik muss zunächst klar unterscheiden zwischen im Interesse des Zuwanderungslandes liegender Einwanderung und Flüchtlingsströmen resp. Asylbewerbern.

Eine zukunftsweisende Ausländerpolitik sollte

- anerkennen, dass es gerade für unser Land immer noch und angesichts unserer demographischen Entwicklung in Zukunft vermehrt eine erwünschte Zuwanderung gibt und eine eigentliche Einwanderungspolitik nach klaren Kriterien definieren:
- Endlich die erleichterte Einbürgerung für hier geborene Inhaber eines ausländischen Passes einführen
- Abschied nehmen vom Saisonierstatut

Eine zukunftsorientierte Asylpolitik sollte

- viel mehr tun im Bereich der Vorbeugung, der Vermeidung von Migration durch effiziente Hilfe zur Selbsthilfe vor Ort
- in Zusammenarbeit mit der Internationalen Gemeinschaft den Asylfall neu definieren und von den einzelfallorientierten Verfahren Abschied nehmen, damit die personellen und materiellen Ressourcen freigemacht werden können für unmittelbare Arbeit für die aufgenommenen Asylsuchenden
- den EU-Beitritt nicht als den Untergang der Schweiz, sondern als Beitrag u.a. zur Lösung dieses Problems nüchtern ansehen.

Die im Ständerat verlangte Totalrevision des ANAG muss sich von solchen Überlegungen leiten lassen. Nach allen Versuchen Missbräuchen vorzubeugen resp. sie zu ahnden muss die Erkenntnis Platz greifen, dass eine grundlegende Neuorientierung im internationalen Verbund gesucht werden muss.

Unabsehbare Auswirkungen auf die Wirtschaft

Ein JA zur Initiative hätte verheerende wirtschaftliche Konsequenzen. Viele Bereiche in Wirtschaft und Gesellschaft kämen in grosse Schwierigkeiten: Spitäler, Restaurants, Hotels, die Landwirtschaft und breite Industriesektoren wie die Bauwirtschaft können auf ausländische Arbeitskräfte nicht verzichten. Gerade jetzt, wo die Konjunktur wieder anzieht, sind wir auf eine Vielzahl von ArbeiterInnen aus dem Ausland existentiell angewiesen. Wie Arbeitgeber-Direktor Peter Hasler in einem Zeitungsinterview sagte, wären die Auswirkungen der Initiative hier katastrophal.

Schaffung einer Festung Europa

Zwar widerspricht die Initiative den bilateralen Verträgen, denen wir kürzlich zustimmten, nicht. Was bei einer Annahme der Initiative jedoch geschehen wird, ist klar: Heute sind von den bei uns lebenden AusländerInnen 60 Prozent EU-BürgerInnen. Die Personenfreizügigkeit zwischen der Schweiz und der EU wird dazu führen, dass es für DaueraufenthalterInnen aus Nicht-EU-Staaten schon sehr bald keinen Platz mehr hat. Die Festung Europa wäre damit perfekt. Auch für Asylsuchende aus Nicht-EU-Staaten wäre gemäss der Initiative bei uns kein Platz mehr, weil ja ihre Verfahren in der Regel mehr als zwölf Monate dauern.

Der konjunkturelle Aufschwung wird aber dazu führen, dass die Wirtschaft dringend mehr ausländische Arbeitskräfte benötigt. Da Personen aus den EU-Ländern immer weniger bereit sind, zu Niedriglöhnen bei uns zu arbeiten, werden die Arbeitgeber auf die Behörden Druck ausüben, damit das Saisonierstatut wieder eingeführt wird: Billige, ungelernete Arbeitskräfte werden bei uns arbeiten dürfen; ihre Familien aber werden unerwünscht sein. Die Verbesserungen, die mit der Abschaffung des Saisonierstatuts in menschlicher Hinsicht erreicht wurden, werden damit zunichte gemacht. Dass die Initianten seine Wiedereinführung anstreben, zeigt ihre Initiative: Saisoniers werden – ist da zu lesen - nicht zu den Ausländerinnenn und Ausländern gezählt.

Auch hier ein Sonderfall ?

Durch eine Annahme der Initiative würde die Schweiz in der Staatengemeinschaft noch mehr zu einem Sonderfall. Das Image unseres Landes nähme – zu Recht – schweren Schaden, und es ist zu befürchten, dass AuslandschweizerInnen, die in Nicht-EU-Staaten leben, ähnliche Massnahmen zu erwarten hätten.

Die Initiative ist ausländerfeindlich, und ihre Annahme hätte gravierende Konsequenzen für unsere Gesellschaft und für den Wirtschaftsstandort Schweiz. Deshalb haben der Bundesrat und die eidgenössischen Räte sie ganz klar abgelehnt; der Nationalrat mit 130 zu 19 Stimmen, der Ständerat sogar einstimmig. Wir fordern, die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger auf, auch der siebten Ueberfremdungsinitiative eine klare Abfuhr zu erteilen.

COMITE "CONTRE L'INITIATIVE ANTI-ETRANGERS"

Administration du comité
"contre l'initiative anti-étrangers"
Case postale 5835
3001 Berne

Tél. 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

Aux représentant-e-s des médias,

Le Comité "contre l'initiative anti-étrangers" organise une conférence de presse le :

jeudi 3 août 2000

10.30 h

au Palais fédéral / salle 86

Participant-e-s:

CE Vreni Spoerry (PRD/ZH)

CN Vreni Hubmann (PS/ZH)

CN Jean-Michel Cina (PDC/VS)

Avec mes salutations distinguées,

Paul Felber
Chef de presse du
PDC suisse

Comité "contre l'initiative anti-étrangers"

**Administration comité
"contre l'initiative anti-étrangers"
Case postale 5835
3001 Berne**

**Tél 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30**

Un quota arbitraire n'est pas une solution

Jean-Michel Cina, Conseil national, Salgesch/VS

Ces dernières années, l'opinion publique a rejeté pas moins de cinq initiatives visant à limiter dans la constitution le nombre des ressortissants étrangers résidant en Suisse. Elle a ainsi confirmé, à plusieurs reprises, qu'une réglementation rigide limitant la population résidante de nationalité étrangère ne saurait offrir une solution adéquate à la question des étrangers. Rejetée tant par le Conseil fédéral que par les deux Chambres, l'initiative populaire « Pour une réglementation de l'immigration » (plus connue sous le nom d'initiative des 18 pour cent) sera soumise au vote populaire le 24 septembre 2000.

L'objectif premier de l'initiative est de limiter à 18 % la proportion des étrangers dans la population résidante. Elle prévoit par ailleurs d'inclure dans ce chiffre les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés de guerre séjournant en Suisse depuis plus d'un an. En revanche, elle propose d'en exclure les scientifiques, les cadres, les artistes, les écoliers et les étudiants.

Tout d'abord, la proposition de limiter la part des ressortissants étrangers à 18 % est sujette à controverse, ce chiffre correspondant plus ou moins à la proportion d'étrangers que comptait la Suisse au moment où l'initiative a été déposée. Ensuite, si l'exigence formulée par le comité d'initiative de ramener le pourcentage d'étrangers de 19,3 à 18% peut, à première vue, paraître modérée, cette impression est trompeuse. En effet, cristalliser une réglementation aussi contraignante dans la constitution pourrait se répercuter lourdement sur la santé économique de notre pays. De même, le traitement de faveur réservé aux scientifiques notamment par rapport au reste de la main-d'œuvre serait difficile à justifier, sinon arbitraire. Les mesures restrictives imposées en matière d'immigration pénaliseraient par ailleurs les cantons comptant une proportion d'étrangers très inférieure à 18%, puisque l'objectif porte sur l'ensemble de la Suisse, sans tenir compte des différences régionales (pour prendre deux cas extrêmes : 8,3% d'étrangers dans le canton d'Uri contre 34, 7% à Genève).

Répercussions financières

Les étrangers résidant en Suisse contribuent largement à maintenir le niveau de vie de notre pays. Sans l'apport de la main-d'œuvre étrangère – environ 25% de la

population active -, l'économie suisse ne tournerait plus. A cet égard, la mesure souhaitée rétrécirait considérablement, pour ne pas dire supprimerait, la marge de manœuvre nécessaire au marché du travail. Or, la disponibilité de la main-d'œuvre est un facteur essentiel à la compétitivité d'un pays, tout particulièrement la Suisse. En effet, l'offre disponible sur notre marché de l'emploi ne couvre pas les besoins en main-d'œuvre des entrepreneurs suisses, notamment dans les secteurs de la santé publique, du paramédical, de l'hôtellerie, du bâtiment et de l'agriculture, qui font souvent appel à la main-d'œuvre étrangère. Cette initiative porterait donc un grand coup à la place économique suisse.

Les étrangers paient notre AVS

Les étrangers, en moyenne plus jeunes, versent à l'assurance-vieillesse des sommes considérables, qui sont notamment reversées aux citoyens suisses. Sans leurs contributions, le financement de l'AVS serait d'autant plus difficile aujourd'hui. Finalement, les étrangers apportent plus (4,6 milliards) qu'ils ne reçoivent (3,3 milliards).

L'intégration ne passe pas par un quota

Ce n'est pas le nombre d'étrangers vivant dans notre pays qui détermine, à lui seul, notre seuil de tolérance. D'autres critères sont effectivement à considérer, tels le degré d'intégration, le taux de criminalité et le nombre d'abus. Près d'un tiers des résidents de nationalité étrangère sont nés sur notre territoire ou y vivent depuis plus de 30 ans. Ces personnes ne sont souvent plus perçues comme des étrangers. Pour apprendre à vivre ensemble, les Suisses et les étrangers n'ont pas besoin d'un quota inscrit dans la constitution ; ce qu'il leur faut, c'est avant tout être tolérants, aller vers l'autre et instaurer des règles de vie commune.

Le climat régnant au sein de la population quant à la question des étrangers, et tout particulièrement des requérants d'asile, est souvent tendu, nous en convenons. Cependant, nous ne pensons pas que l'introduction d'un quota arbitraire soit une solution aux difficultés d'intégration. En revanche, nous misons sur un renforcement de la lutte contre les abus ainsi que sur une application plus systématique du droit en vigueur.

Conclusion

En proposant de fixer une limite dans la constitution, l'initiative demande une réglementation par trop contraignante. En fait, non seulement elle ne résout pas les problèmes actuels, mais elle en crée davantage. Venant grever l'économie suisse, l'initiative met également en péril le maintien de notre tradition humanitaire. Elle remet par ailleurs en question des conventions internationales importantes, par exemple les accords bilatéraux avec l'Union européenne. Toutefois, la nouvelle loi sur les étrangers, doublée de mesures ciblées à l'endroit des requérants, devrait permettre de faire face à la situation actuelle. Elle offre en outre l'occasion, grâce au chapitre entièrement consacré à la politique migratoire, de lancer une vaste réflexion sur les enjeux de la politique en matière d'asile et de celle à l'égard des étrangers.

Komitee "Nein zur starren 18%-Initiative"

Geschäftsstelle "Nein zur starren 18%-Initiative"
Postfach 5835
3001 Bern

Tel 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

Wieviele Ausländer sind zuviel?

Von Ständerätin Erika Forster-Vannini (FDP/SG)

Der Ständerat hat die 18-Prozent-Initiative einstimmig mit wenigen Enthaltungen abgelehnt. Sie nimmt ein wichtiges Problem auf, bietet dazu aber keine tauglichen Lösungen.

Das Unbehagen in der Bevölkerung gegenüber Ausländern ist gross. Das ist angesichts der Medienberichterstattung über Gewalttaten von Ausländern und Erfahrungen der eigenen Kinder auf dem Schulhof und in Discos nicht erstaunlich.

Grosse Aufmerksamkeit erhalten Straftaten, die von Ausländern verübt werden. 7% der Asylsuchenden werden gemäss einer Studie des Flüchtlingshilfswerkes straffällig. Das ist alarmierend. Wir müssen leider auch feststellen, dass eine Gruppe von Asylsuchenden resp. Ausländern eine erhöhte Gewaltbereitschaft an den Tag legt und sich europäischen Gepflogenheiten z.B. im Umgang mit jungen Frauen nicht anpasst. Es sind Leute, in deren Kulturkreis es üblich ist, Konflikte mit Gewalt zu lösen, wo das Recht des Stärkeren gilt, und wo Familienehre sehr eng und vor allem ganz anders als bei uns beurteilt wird.

Allerdings werden Personen, die als Arbeitskräfte ins unser Land geholt wurden resp. kamen und Personen, die aus welchen Gründen auch immer versuchen, in unserem Land Asyl zu erhalten oder gar Kriminaltouristen oft in einen Topf geworfen.

Keine Pauschalurteile

Pauschale Urteile sind hier wie andernorts fehl am Platz. Die Schweiz ist in diesem Jahrhundert vom Auswanderungs- zu einem klassischen Einwanderungsland geworden, in dem angeblich Milch und Honig fliessen. Und zweifellos geht es uns wesentlich besser als vielen, die zu uns drängen. In der Vergangenheit haben wir von dieser Situation profitiert. Unsere Volkswirtschaft brauchte ausländische Arbeitskräfte und wir haben sie aktiv rekrutiert, anfänglich in Norditalien, dann im Süden Italiens, in Spanien und Portugal. Dass unser Saisonierstatut neben Vorteilen in den 60er und 70er Jahren spätestens seit Mitte der 80er Jahre zunehmend Probleme schafft und längst hätte abgeschafft werden müssen, ist klar.

Zahlreiche Kroaten, Slowenen, Serben und Kosovo-Albaner sind als Arbeitskräfte in unser Land eingereist und haben sich recht gut integriert. Gerade die Kosovo-Albaner haben Pionierprojekte zur aktiven Integration in unser Land, zum Erlernen der Sprache und zur Übernahme unserer Sitten gestartet. Sie leiden als Volksgruppe ebenso wie wir Schweizer unter den Gewalttaten, dem Waffen- und Drogenschmuggel von Landsleuten und den Schlepperbanden.

Inländerbehandlung für 2. Generation

Die sesshaft gewordenen Zuwanderer aus den 60er, 70er und 80er Jahren haben hier ihre Kinder geboren, die mit unseren aufwachsen, unsere Sprache sprechen, unsere Schulen besuchen, die gleiche Sozialisation erfahren. Die Menschen, die in zweiter Generation hier leben, fühlen sich ebenso sehr als Schweizer wie als Italiener, Spanier oder Kroaten. Rund 585'000 der 1,5 Millionen in unserem Lande Lebender mit ausländischem Pass, sind so weit integriert, dass sie die Voraussetzungen für den Erwerb des Schweizer Bürgerrechts problemlos erfüllen; ein Viertel von ihnen ist gar hier geboren. Nach dem z.B. in den Vereinigten Staaten geltenden ius solis, dem Recht des Geburtsorts, wären sie Schweizer Bürgerinnen und Bürger. So empfindet auch eine Mehrheit unseres Volkes, welches im Gegensatz zu den Ständen, die erleichterte Einbürgerung für hier geborene Ausländer befürwortet hat. Es würde viel zur Entkrampfung der Diskussion beitragen, wenn wir diese Menschen betrachten würden als was sie sind, nämlich Inländer.

Auch viele der vorübergehend aufgenommenen Kriegsflüchtlinge aus Bosnien haben sich sogar so gut integriert, dass ihre Rückschaffung in ein nach wie vor Bürgerkriegsversehrtes Land emotional grosse Mühe bereitet, insbesondere auch vor dem Hintergrund, dass sie als Landflüchtlinge in ihrem eigenen Dorf, wenn sie denn überhaupt noch dahin zurückkönnen, verfehmt werden. Die Beauftragte für Menschenrechte des UNO-Generalsekretärs in Bosnien, Elisabeth Rehn schildert denn auch eindrücklich, dass diese Leute ungeschützt Gewalt gegen Leib und Leben ausgesetzt sind und dass ihnen die finanzielle Rückkehrhilfe der Schweiz umgehend abgenommen wird.

Schweiz hat überdurchschnittlichen Zustrom

Die Schweiz verzeichnet im Vergleich zu den EU-Ländern einen überdurchschnittlichen Zustrom an Flüchtlingen aus Kriegs- und Bürgerkriegsländern. Das ist, knapp und prägnant formuliert, der Preis oder Teil des Preises, den wir für unser Abseits stehen zur EU bezahlen. Mit dem Amsterdamer Vertrag haben die EU-Länder ihre Kooperation in den Bereichen Grenzsicherung, innere Sicherheit, justitielle Zusammenarbeit, Asyl- und Einwanderungspolitik erheblich verbessert, und, was für die Schweiz in Betracht fällt, in den ersten Pfeiler der EU-Verträge integriert. Damit sind Möglichkeiten der Assoziierung sehr eingeschränkt und die Teilhabe am Schengener und Dubliner Abkommen massiv erschwert, wenn nicht unmöglich geworden.

Zuwanderungsinitiative hat keine Antworten

Das nur kurz und rudimentär zur Ausgangslage. Die Zuwanderungsinitiative hat keine einzige Antwort auf die oben angeführten Tatbestände. Sie nimmt ein Problem auf, das Bevölkerung und Parlament immer wieder beschäftigt und das ernst zu

**KOMITEE „NEIN zur starren 18%-Initiative“
COMITE "contre l'initiative anti-étrangers"**

Geschäftsstelle
Postfach 5835
3001 Bern
Tel. 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

Administration
Case postale 5835
3001 Berne
Tél. 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

**Patronatskomitee / Comité de soutien
Mitglieder- und Referentenliste / Liste des membres**

Stand: 25. Juli 2000

Anzahl ParlamentarierInnen: 186

Co-Präsidium / vice-présidents:

CVP: Jean-Michel Cina NR/VS, Josef Leu NR/LU

EVP: Heiner Studer NR/AG

FDP: Vreni Spoerry SR/ZH, Karl Tschuppert NR/LU

Grünen: Cécile Bühlmann NR/LU

LPS: Jacques-Simon Eggly NR/GE

SPS: Vreni Hubmann NR/ZH, de Dardel Jean-Nils CN/GE

Name	Kanton	Partei	ReferentIn
Bader Elvira NR	SO	CVP	
Bieri Peter SR	ZG	CVP	
Chevrier Maurice CN	VS	CVP	
Cina Jean-Michel NR	VS	CVP	x
Cottier Anton CE	FR	CVP	
David Eugen SR	SG	CVP	
Decurtins-Livers Walter NR	GR	CVP	
Dormann Rosmarie NR	LU	CVP	x
Durrer Adalbert NR	OW	CVP	x
Eberhard Toni NR	SZ	CVP	
Ehrler Melchior NR	AG	CVP	
Epiney Simon CE	VS	CVP	
Escher Rolf SR	VS	CVP	
Estermann Heinrich NR	LU	CVP	x
Frick Bruno SR	SZ	CVP	x (Kt. SZ)
Galli Remo NR	BE	CVP	x
Heim Alex NR	SO	CVP	
Hess Peter NR	ZG	CVP	
Hess Walter NR	SG	CVP	
Imhof Rudolf NR	BL	CVP	x
Inderkum Hansheiri SR	UR	CVP	
Lachat François CN	JU	CVP	x
Lauper Hubert CN	FR	CVP	

COMITE "CONTRE L'INITIATIVE ANTI-ETRANGERS"

Administration du comité
"contre l'initiative anti-étrangers"
Case postale 5835
3001 Berne

Tél. 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

Création d'un important comité interpartis

L'initiative "pour une réglementation de l'immigration" (initiative dite des 18 %) sera soumise en votation populaire le 24 septembre prochain. Un comité composé de représentantes et de représentants de tous les partis gouvernementaux (PDC, PRD, PSS et UDC) ainsi que du PEV, du PLS et des Verts s'est constitué afin de combattre cette "initiative anti-étrangers". Ce comité qui est conduit par le PDC bénéficie d'un très large soutien et regroupe actuellement 181 parlementaires fédéraux (état au 12 juillet 2000).

L'ensemble des associations économiques, l'Union suisse des arts et métiers et les syndicats rejettent aussi catégoriquement cette initiative dite des 18 %.

En proposant de fixer une limite dans la constitution, l'initiative demande une réglementation par trop contraignante. En fait, non seulement elle ne résout pas les problèmes actuels, mais elle en crée davantage. Venant grever l'économie suisse, l'initiative met également en péril le maintien de notre tradition humanitaire. Elle remet par ailleurs en question des conventions internationales importantes. Toutefois, la nouvelle loi sur les étrangers, doublée de mesures ciblées à l'endroit des requérants, devrait permettre de faire face à la situation actuelle.

Voilà pourquoi le comité s'engage "contre l'initiative anti-étrangers".

Berne, le 12 juillet 2000

COMITE "CONTRE L'INITIATIVE ANTI-ETRANGERS"

Administration du comité
"contre l'initiative anti-étrangers"
Case postale 5835
3001 Berne

Tél. 031 / 352 23 64
Fax 031 / 352 24 30

L'initiative "pour une réglementation de l'immigration" (initiative dite des 18 %) sera soumise en votation populaire le 24 septembre prochain. Elle demande de limiter à 18 pour cent le nombre d'étrangers en Suisse. Tant le Conseil fédéral que le Parlement recommandent le rejet de cette initiative. Un comité composé de représentantes et de représentants de tous les partis gouvernementaux (PDC, PRD, PSS et UDC) ainsi que du PEV, du PLS et des Verts s'est constitué afin de combattre cette "initiative anti-étrangers". Ce comité, conduit par le PDC, bénéficie d'un très large soutien et regroupe actuellement 186 parlementaires fédéraux (état au 25 juillet 2000).

Venant grever l'économie suisse, l'initiative met également en péril notre tradition humanitaire et remet en question des conventions internationales importantes. Il est donc important, durant la campagne qui précède la votation, de convaincre l'électoral en lui donnant de solides arguments contre cette initiative.

Les documents ci-après sont mis à votre disposition pour mener campagne "contre l'initiative anti-étrangers" :

- le communiqué du 12 juillet 2000, la liste des membres du comité, la liste des conseillers et conseillères d'Etat, le calendrier;
- l'argumentaire, une série de questions-réponses;
- un fact sheet concernant l'école;
- des textes de presse du Conseiller national Jean-Michel Cina PDC/VS, de la Conseillère aux Etats Erika Forster-Vannini PRD/SG et de la Conseillère nationale Vreni Hubmann, PS/ZH.